



Séance ordinaire du mercredi 28 juillet 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Jacques BOUSQUET, suppléant de Régine ILLAIRE, Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - GEMAPI - Sites naturels protégés des salines de Villeneuve et de l'étang de Vic - Domaine du Conservatoire du Littoral - Convention d'occupation des sites en vue de la réalisation de travaux - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1er janvier 2018, la compétence GEMAPI dont une partie des missions concerne la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

Une convention cadre avec le Conservatoire du Littoral a été adoptée le 1er août 2018 et déclinée sur chaque site naturel protégé concerné par le littoral de la Métropole, avec sur le périmètre de Villeneuve-lès-Maguelone :

- La convention de gestion du site de l'étang de Vic en lien avec le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie (CEN Occitanie) et Sète Agglopôle méditerranée (n°34-132), signée le 3 octobre 2018 ;
- Le site des salines de Villeneuve (n°34-295), en lien avec le CEN Occitanie et Sète Agglopôle Méditerranée adoptée le 22 mars 2019.

Le conservatoire du Littoral peut confier par convention à Montpellier Méditerranée Métropole, la réalisation de travaux sur les terrains et les bâtiments dont il est propriétaire, situés sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

Pour restaurer et conserver les habitats, les paysages et zones humides associées et la gestion de la fréquentation du public sur les sites naturels, il est prévu de réaliser des travaux portant sur :

- La renaturation de parcelles anciennement artificialisées et du chemin d'accès aux salines de Villeneuve, la pose de signalétique aux entrées de site ;
- La sécurisation du bâtiment dit « des douaniers » sur l'ancien site industriel des salines et des travaux d'amélioration de la maison d'accueil du site.

Ce programme est établi conformément aux plans de gestion des sites de salines de Villeneuve et de l'étang de Vic, approuvés par le Conservatoire du littoral respectivement en 2011 et 2014.

Un projet de convention a été établi. Il définit les droits et obligations des parties contractantes, conformément aux articles L.322-10 et L.322-9 du Code de l'environnement. Elle est établie sur une durée de 3 ans. L'enveloppe budgétaire dédiée s'élève à 135 000 € HT, avec une contribution à hauteur de 10% du Conservatoire du Littoral :

- 75 000 € HT relevant des missions de la compétence GEMAPI, financés par la taxe ;
- 60 000 € HT investis sur les bâtiments des salines, ils seront financés par le budget général.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'occupation des sites – étang de Vic et salines de Villeneuve – en vue de l'aménagement et de la réalisation de travaux, établie avec le Conservatoire du Littoral ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le 05/08/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 6 août 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20210728-163740-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/08/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2021-3M- Projet Convention-L322-10_conservatoire-littoral-VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.